

Des collégiens

comme les autres

Mickaël Goyot,
en dialogue avec Alain Thévenet

Cet entretien avec un enseignant au collège Henri Barbusse de Vaulx-en-Velin a été réalisé en septembre 2015. Sur des expériences analogues, scolaires ou pas, mais aussi sur les révoltes de la jeunesse dans les quartiers de relégation et sur la peur que peuvent inspirer les enfants insoumis, nous renvoyons au numéro 16 de Réfractions, « Les enfants, les jeunes... c'est l'anarchie ! », mai 2006.

Alain : Mickaël, je vais te laisser te présenter.

Mickaël : Je suis à la CNT éducation et prof de maths. J'enseigne à Vaulx-en-Velin au collège Barbusse – c'est un collège près du Mas du Taureau – depuis maintenant quinze ans.

Le Mas du Taureau, tu peux préciser ce que c'est ?

C'est l'un des quartiers vaudais qui regroupe les difficultés sociales des habitants de Vaulx-en-Velin, et il est aussi connu parce que dans les années 1990-91, c'est là qu'il y a eu les premières révoltes

et les premières émeutes suite à des exactions policières, c'est un quartier qui s'était un peu enflammé.

Et le fait de travailler là-bas, c'est un choix ou ça s'est trouvé comme ça ?

Au départ, ce n'était pas un choix, étant donné qu'il se trouve que pour mon premier poste j'ai été nommé dans ce collège. Par contre, j'ai fait le choix d'y rester. Au départ, j'y étais pour un an, et à la fin de cette première année j'ai demandé à rester, puis à rester définitivement, en poste fixe comme on dit, et donc maintenant j'y suis par choix.

Comment ça s'est passé pour toi ton entrée dans ce quartier qui, donc, est dit « difficile » ?

Oui, c'est un quartier dit « difficile », et ça se confirme. Vaulx-en-Velin est l'une des villes les plus pauvres de France, c'était même la plus pauvre il y a quelques années. Le Mas du Taureau et la Grappinière sont les deux quartiers les plus défavorisés de Vaulx-en-Velin, et il s'agit des deux quartiers sur lesquels recrute le collège. Et notre établissement, si l'on suit les chiffres de l'administration, de l'inspection académique, regroupe à 90 % ou 95 % de personnes qui sont dans des catégories défavorisées. Donc ce sont des populations en difficulté sociale, financière particulièrement, dont les enfants viennent à l'école.

Qui est considéré comme défavorisé selon les statistiques ? Ça veut dire quoi, concrètement ?

Les chiffres de l'inspection concernent juste le revenu des parents. Mais disons qu'au niveau du collège, une population défavorisée, ça signifie que sur un effectif d'environ 660 élèves, on a entre 550 et 600 élèves qui sont boursiers, ce qui implique de faibles revenus. Il y a ce type de difficultés, mais il s'agit aussi de mères qui se retrouvent seules avec leurs enfants et qui soit n'ont pas de boulot, soit ont des petits boulots à temps partiel imposé, donc avec des petits revenus et sur des horaires qui sont imposés et qui ne permettent pas de bien s'occuper des enfants. On avait vu aussi, vers 2002-2004, quand on avait fait pas mal de travaux pour lancer des dynamiques sur le collège, que 40% de nos élèves (et je ne pense

pas que ça ait beaucoup évolué) étaient la première personne à se lever dans la famille, pour venir à l'école. Ils se levaient avant les parents ou les personnes qui s'occupaient d'eux. Ça rend compte d'une partie des difficultés que peuvent rencontrer les élèves.

Dans la mesure où c'est un collège, ils sont déjà relativement âgés, est-ce que parfois ils ont la charge des petits frères, des petites sœurs ?

Ça peut arriver, ça dépend des fratries, mais ils peuvent en effet avoir à aller chercher les petits à l'école, les faire manger, et certains autres – en fait surtout certaines, car c'est bien le cas – ont aussi la charge de faire à manger, de faire le ménage, ont ces charges-là aussi. Donc des choses compliquées.

Comment le fait d'être issu de familles défavorisées, etc., se ressent-il chez les gamins, qu'ont-il de différent des gamins qu'on rencontrerait dans un collège ordinaire, du point de vue du contact qu'on a avec eux par exemple ?

Je pense qu'il n'y a pas de différence, ça reste des enfants. Après, c'est des enfants qui, pour certains d'entre eux, étant donné les difficultés sociales et familiales qu'il peut y avoir, ont certaines casseroles ou des choses à gérer qu'ils ne devraient pas avoir à gérer à leur âge. On se retrouve avec des enfants qui, parfois, n'ont pas mangé le midi, donc on est amené à les prendre en charge pour les faire manger à la cantine. Mais sinon, c'est des enfants entre 11 et 15 ans, donc avec des comportements d'enfants entre 11 et 15 ans.

Pourtant, l'image qu'on a des collèges difficiles, c'est des gamins qui pètent les plombs, qui ont des troubles du comportement, des profs qui craquent, ce genre de choses ; est-ce que ça correspond à ce que tu ressens, ou à ce que tu ressentais au départ ou pas ?

Sur les 660 élèves, des élèves qui sont dans le cas que tu décris, qui posent d'énormes problèmes de comportement, d'absentéisme ou autres, sont vraiment une petite minorité, même si c'est présent : disons qu'il y en a une trentaine, mais ça dépend des années, ça évolue, d'autant que les élèves peuvent aussi changer. Pour le reste, ce sont des gamins classiques, qui se comportent comme des gamins de leur âge.

42 • DES COLLÉGIENS COMME LES AUTRES

Tu les punis des fois ?

Peu de punitions. Des retenues parfois, mais peu, et pas sur le comportement, plutôt sur le travail à faire. Je leur donne du travail tous les jours, je leur en donne peu parce que je sais que c'est très difficile de travailler dans les conditions qu'ils peuvent avoir. Il y a des élèves qui n'ont pas de bureau, ou pire encore des familles chez qui il n'y a pas de table, donc forcément c'est difficile, mais il me semble important qu'il n'y ait pas de différence avec ce qui se passe ailleurs, et donc de leur apprendre à travailler un peu tous les jours. Si on ne le fait pas, quand ils se retrouvent au lycée ou ailleurs, si le travail personnel ne peut pas être fait, qu'ils n'ont pas l'habitude de le faire, ils se retrouvent en décalage avec les autres, et ça ne va pas les aider dans leur réussite. Donc je leur donne un peu de travail tous les jours, et quand ils n'ont pas fait leur travail un certain nombre de fois, ils sont en retenue et ça leur donne un espace pour faire leur travail, mais aussi pour les contraindre à le faire chez eux.

Toi, du coup, tu es en retenue aussi !

Ça peut arriver, ou je les mets au fond de la salle dans une autre classe pour qu'ils fassent leur travail.

Et ça t'arrive de péter les plombs quand ils sont trop chiants ?

Non, on essaie toujours de garder son calme, parce que c'est important de leur montrer certaines choses. Après, ce n'est pas toujours possible, et il y a des mots qui peuvent être dits et qui sont blessants, mais on essaie de ne pas péter les plombs justement parce qu'il faut aussi comprendre, quand un élève a un problème de comportement ou va péter les plombs, il faut avoir un minimum de recul sur le fait que ce n'est pas la personne qui est attaquée mais ce qu'elle représente : c'est le prof, c'est une révolte contre l'institution et contre tout ce qui peut révolter à cet âge-là.

Mais est-ce qu'il t'arrive d'être affecté par des choses qu'ils te disent ?

Évidemment, mais il y a longtemps que je suis là, donc j'ai aussi un certain recul. Un élève qui va essayer de toucher le prof, qui va

avoir un comportement qui n'est pas forcément celui qui est attendu, qui va essayer de déranger les autres, s'il le fait avec moi, il le fait aussi avec les autres profs, ce sont aussi des signes qui sont portés pour qu'il y ait une prise en charge qui soit autre. Le travail en équipe doit prendre le relais pour faire avancer les choses, faire avancer l'enfant et l'élève, pour qu'il se remette dans une posture qui soit plus adaptée.

Une des choses qui t'a convaincu de rester là-bas, c'est aussi les collègues, le travail en équipe, la manière dont ça se passe ?

Quand je suis arrivé là-bas, j'y suis allé avec une certaine appréhension, d'autant que le collège avait une très mauvaise réputation, les résultats au brevet étaient très bas, une partie du collège avait brûlé quelques années avant. Si j'ai demandé à rester au bout d'un an, c'est à cause de différentes choses. D'abord le travail en équipe, parce que dans un endroit comme celui-ci, il y a une nécessité de travailler ensemble et collectivement, pour avoir un discours qui soit commun et cohérent pour les élèves. Et comme j'y suis depuis quinze ans, maintenant c'est moi qui suis plutôt dans le rôle d'un ancien, et ce que je dis aux jeunes, c'est ce que j'ai entendu avant : tous les problèmes qu'on peut avoir en classe, il ne faut pas partir avec et qu'ils affectent et bouffent le moral, il faut les avoir évoqués avec la direction, avec le prof principal, pour qu'on commence à avoir des pistes qui permettront d'aboutir à des solutions, et que la personne ne reste pas toute seule. De toute façon, on n'est jamais le seul à être en difficulté, même des profs qui sont là depuis plus longtemps seront confrontés à des comportements d'élèves qui peuvent être différents, qui auront évolué, et donc il faut les prendre en charge collectivement. Je suis resté aussi parce qu'il y a eu l'implantation d'une équipe syndicale de la CNT (Confédération nationale du travail) qui a pris en charge beaucoup de choses dans la vie du collège, au niveau syndical et revendicatif, mais il y a aussi eu tout un travail pédagogique qui s'est lancé quand je suis arrivé, pour travailler en équipe, pour travailler différemment avec les élèves, prendre en charge les difficultés spécifiques du public qu'on avait. Toutes ces choses se sont agrégées et ont fait que je suis resté dans ce collège et que j'y suis toujours.

Donc il y a des échanges de savoirs entre les profs ?

Oui, mais aussi toute une approche au niveau de l'évaluation de l'élève a commencé à voir le jour, par exemple de ne plus avoir de notes en classe de 6ème, mais que les élèves soient évalués par compétences. Ce mot de « compétences » peut poser problème parce qu'il a été récupéré par l'institution pas forcément dans de bons buts, mais notre but était de les évaluer différemment, avec des critères d'évaluation qui permettaient à l'élève de mieux comprendre pourquoi les choses n'avaient pas forcément été réussies, et aussi de voir comment les faire évoluer pour les faire réussir. Donc il y a ça qui s'est mis en place, et aussi bien entendu toute la pratique de classe.

Y a-t-il aussi des échanges plus larges sur le plan syndical, autour de la non-acceptation des choses telles qu'elles sont ?

Du fait de l'implantation de la CNT, on a refait vivre les heures d'information syndicale, qui sont un droit qu'il faut utiliser (sans quoi un tel droit peut s'user). En principe, on est censé simplement y donner de l'information, mais nous voyons cela différemment, à savoir qu'on est là pour élaborer collectivement les réponses que l'on peut apporter au manque de moyens donnés par l'administration, que ce soit dans le nombre d'élèves par classe, dans la vie scolaire, etc. On a le sentiment que nos collègues, dans leur travail, ont une certaine conscience sociale du public qu'ils ont en face d'eux, et donc une certaine façon de l'aborder, pour la plupart, qui fait qu'on se retrouve à aller tous dans le même sens et à œuvrer un peu tous dans le même but.

Et avec la hiérarchie (CPE, direction), ça se passe comment ?

Le CPE (conseiller principal d'éducation) ne fait pas partie de la hiérarchie, c'est un collègue qui partage nos conditions de travail, même s'il y a une volonté dans les lois actuelles d'en faire une hiérarchie intermédiaire. Avec la hiérarchie, les principaux, ça dépend – depuis que je suis là, j'en ai quand même vu passer quelques-uns, vu qu'ils restent entre trois et neuf ans, parce que pour eux, c'est aussi des tremplins de venir dans ces établissements-là, plus que pour les profs. On peut être d'accord ou pas d'accord sur certains points, on peut être en conflit avec le chef d'établissement, qui est là pour faire appliquer une politique dont il n'est pas responsable,



de sorte qu'on se retrouve souvent aussi à aller voir son supérieur hiérarchique, l'inspecteur d'académie.

Vous êtes inspectés, parfois ?

Oui, c'est complètement inutile, mais on est inspectés tous les 6 ou 7 ans : pendant une heure, on a l'inspecteur, donc un chef, qui vient et qui ensuite dit pourquoi il est content, pourquoi il n'est pas content, et il est souvent étonné qu'on travaille dans les classes... C'est quelqu'un avec qui on peut avoir des conflits assez forts, parce qu'il veut parfois nous faire accepter certaines choses dans les pratiques pédagogiques, des choses dont on ne veut pas.

Et après vous êtes notés ? Tu as des bonnes notes ?

Ouais, j'ai des bonnes notes ! Mon chef d'établissement aussi, il me note. Mais de toute façon, je refuse de signer, parce que ça n'a aucun intérêt. Pour l'instant, je n'ai pas refusé que l'inspectrice vienne me voir, mais on verra la prochaine fois. C'est quelque chose qui souvent peut tendre, peut stresser les collègues, mais je trouve que c'est important qu'il y ait des personnes qui viennent dans la classe, pas forcément des inspecteurs, c'est important de travailler à plusieurs et d'avoir un retour sur ce qu'on fait. Le problème, c'est

de se retrouver dans une situation hiérarchique, avec des personnes qui peuvent avoir un poids, sinon sur votre carrière, du moins sur votre avancement. Mais ce n'est pas très important. Ce n'est pas quelque chose qui me stresse.

Par rapport à des pratiques pédagogiques, comme les techniques Freinet, est-ce que vous avez des liens, est-ce que vous travaillez dans cette optique ?

Il y a eu des stages, pas forcément Freinet, mais autour de l'auto-construction du savoir, avec le GFEN (Groupe français d'éducation nouvelle), où des choses ont été mises en place au niveau du collège. Il y a des profs qui fonctionnent beaucoup comme ça, d'autres moins.

Je te posais la question parce que je pensais, chez Freinet, à des choses comme les conseils des élèves, l'élaboration de journaux...

Oui oui, ce sont des choses qu'on peut faire, des collègues le font, pas seulement en français, aussi des collègues de langues.

Au passage, c'est aussi là que tu as rencontré ta compagne, qui était aussi prof au collège.

Oui ; elle n'est plus prof dans le collège mais elle est restée à Vaulx-en-Velin, en lycée, et travaille sur les méthodes de socio-construction des savoirs.

Tu es prof de maths. Dans mon esprit, qui est rebelle aux maths, je me dis que c'est difficile à enseigner. Comment fais-tu pour leur « transmettre ton savoir » ?

Je ne pense pas que ce soit difficile à enseigner, ou difficile pour les élèves d'une façon intrinsèque. Déjà, comme on dit au GFEN, « tous capables », c'est-à-dire que tout le monde est capable de tout, il faut juste se retrouver dans les bonnes conditions pour y arriver, et en particulier, je ne pense pas que ce soit difficile dans les classes de collège. Après, il faut peut-être avoir un certain esprit, notamment au lycée, mais au collège les choses ne sont pas très compliquées, et justement on essaie de casser les représentations à ce sujet. Par exem-

ple, j'ai des classes de 4ème et de 3ème, et le premier chapitre de l'année de 4ème, qui est peut-être le plus important de ces deux années, je passe beaucoup de temps dessus pour leur montrer qu'ils sont tous capables, c'est-à-dire que la règle n'est pas compliquée, qu'ils l'ont tous comprise et intégrée, et qu'il faut juste qu'ils l'apprennent pour la retenir. Le but, c'est vraiment de leur montrer qu'ils sont tous capables, et je pense que les élèves qu'on a, dont les familles sont d'origine étrangère, qui ne parlent pas forcément la langue française à la maison ou la parlent difficilement, vont avoir davantage de difficultés dans l'apprentissage du français qu'en maths.

Tu veux dire que les maths, c'est universel ? Après tout, c'est une banalité que je vais dire, mais l'algèbre, ce sont les Arabes qui l'ont inventée.

Mais on n'a pas forcément que des Arabes !

Justement, d'où viennent tes élèves ?

De Vaulx-en-Velin ! Après, on a une grande part de nos élèves qui ont des origines étrangères, plus ou moins lointaines, du Maghreb, d'Afrique noire, des Balkans, des pays d'Europe de l'Est.

Les gens des Balkans ont souvent beaucoup de mal à être régularisés...

En effet, parce que selon l'État français, il s'agit de pays sûrs. Mais si ces personnes sont là, c'est qu'elles ont de grosses difficultés chez elles.

Et les enfants, il y en a qui sont nés là-bas, et d'autres qui sont nés ici ?

Quelques-uns arrivent en cours de scolarité, mais non, la plupart sont nés en France.

D'après mon expérience, j'ai l'impression que chez les gamins qui viennent d'ailleurs, il y en a beaucoup qui s'accrochent à l'école, peut-être plus que nos enfants à nous.

Bien sûr. Notamment les élèves qui ont commencé leur scolarité dans un autre pays, où la scolarité était très difficile parce qu'ils ne

pouvaient pas forcément aller à l'école, ou parce qu'ils étaient 80 ou 100 élèves par classe, avec un maître ou une maîtresse (plus souvent un maître d'ailleurs) avec des comportements très autoritaires, des châtiments corporels, etc., ces élèves-là se rendent compte que la scolarité ici peut être une chance et ils mettent beaucoup de volonté pour réussir.

Et il me semble aussi qu'ils servent un peu d'interprètes par rapport à la famille...

Ça dépend de la maîtrise de la langue dans la famille, mais oui, quand des élèves arrivent en cours de scolarité, à 14 ou 15 ans, c'est souvent eux qui vont faire les démarches auprès de la préfecture.

Est-ce que ça leur donne une maturité plus grande que les enfants de chez nous ?

Oui, même si ça dépend de chaque enfant, mais on se retrouve avec des enfants qui ont à gérer des choses administratives, et ils ont un rôle important dans leur famille, ce qui les fait grandir plus vite, surtout quand ils se rendent compte de la difficulté d'avoir des papiers, ce qui génère certaines appréhensions quant au futur.

Vous avez l'occasion d'en discuter avec eux ?

Là encore, ça dépend des enfants, mais on peut être amenés en effet à les voir pour remplir des papiers, les mettre en relation avec des avocats, d'autant qu'au niveau du collège, sur un plan syndical, on a fait pas mal de choses à propos des sans-papiers, mais aussi des sans-logis.

Revenons aux maths. Donc en général, ils y arrivent...

Disons qu'on essaie de faire en sorte qu'ils y arrivent. Comme dans tout apprentissage, il peut y avoir des moments de découragement, et quand ils y arrivent, ils sont contents. En ce qui me concerne, je m'occupe aussi au collège d'un dispositif de remédiation interne qui est là pour prendre en charge un profil d'élèves décrocheurs, absenteïstes, ou qui viennent en classe mais ne travaillent plus, ou qui posent des problèmes de comportement pendant les classes. On les prend en charge pendant 6 à 7 semaines, actuellement on en

a huit, ce sont des élèves en grande difficulté. Je pense notamment à des élèves d'une classe de 4ème, qui n'ont pas réussi à comprendre le théorème de Pythagore, quelque chose de très compliqué pour eux ; dans ce dispositif, en groupe de huit, j'arrive à leur faire comprendre qu'il n'y a pas de difficulté, qu'ils y arrivent aussi bien que tout autre, et alors on se rend compte qu'ils sont heureux et contents, quand ils retournent dans leur classe, de montrer à leur enseignant qu'ils arrivent à faire ça.

Et comme vous êtes contents ensemble, ça crée quelque chose de commun. En tant qu'enseignant, votre métier c'est de transmettre des connaissances scolaires, mais vous aidez aussi sur d'autres choses, pour avoir les papiers, etc. ?

De l'intervention sociale, on en fait, et ça ne pose pas de problèmes. Il y a certains syndicats qui disent qu'on n'a pas à s'en occuper, mais nous pensons qu'on a à s'en occuper, parce que nos élèves doivent être dans les meilleures conditions possibles pour pouvoir travailler. Ceux qui ont de mauvaises conditions de travail, ou qui dorment dehors, on ne peut pas leur demander d'être dans l'état d'esprit de travailler. Il faut qu'ils puissent avoir une scolarité comme tout autre élève de France, il ne faut pas que les tracasseries les empêchent d'avoir la même scolarité qu'un autre élève.

Il y a d'autres syndicats dans l'établissement ?

Oui, mais la section CNT était implantée avant, et comme on a un mode de fonctionnement qui a permis à tout le monde de s'y retrouver, avec de l'élaboration collective et l'intégration de tout le monde, les autres syndicats arrivés par la suite ont dû se fondre dans ce mode de fonctionnement. Il peut y avoir des divergences, notamment avec le syndicat majoritaire, le SNES, sur le fait qu'on ait à prendre en compte les conditions sociales de nos élèves et pas uniquement s'occuper de nos conditions de travail.

Tu apprend des choses à tes élèves, mais est-ce qu'inversement, tu as l'impression qu'ils te font découvrir des choses ?

Oui, par exemple sur l'outil informatique, les nouvelles générations pratiquent cela depuis très jeunes, et il y en a qui m'ont appris

à faire fonctionner certaines choses sur l'ordinateur, ou avec le projecteur quand ça ne marchait pas. Et puis sur d'autres choses aussi, certainement...

Il faut signaler aussi que vous avez été à l'origine d'occupations de locaux pour loger des gamins qui étaient à la rue.

On l'a fait il y a deux ans. On avait fait grève il y a dix ans sur la double question des sans-logis et des sans-papiers, avant même la création de RESF (Réseau éducation sans frontières). Et puis, quand on s'est retrouvés avec des enfants qui étaient à la rue, on a menacé à plusieurs reprises d'occuper l'établissement pour les faire dormir dedans, et des solutions ont fini par être trouvées, par l'inspection d'académie ou la DDASS. Par contre, il y a deux ans, on s'est trouvés dans une situation où il n'y a pas eu de solution, et donc on a été obligés d'occuper le collège pendant 5 ou 6 jours pour qu'ils ne dorment pas dehors et pour forcer l'État, et son représentant la préfecture, à faire appliquer la loi, en l'occurrence l'article du code d'action sociale qui dit que toute personne a le droit d'être hébergée quelle que soit sa situation. Et l'an dernier, on a été, avec d'autres, à l'initiative d'un collectif, « Jamais sans toit », qui a recensé 200 enfants qui dormaient dehors, ou dans des halls d'immeubles, ou dans des voitures. On l'a fait sur le collège, mais aussi sur l'école de mon fils. Toutes les familles n'ont pas été logées, une partie seulement, et souvent il fallait beaucoup de temps de transport pour aller à l'école. Il manque des logements permettant l'accueil d'urgence, et il n'y a pas de volonté politique à faire changer ça puisque de nombreux locaux sont vides, en particulier dans des collectivités territoriales qui pourraient les mettre à la disposition de la préfecture, qui ensuite se chargerait de les répartir avec les associations. Mais ils ne veulent pas. Et quand je parle de collectivités territoriales, je parle de la mairie de Lyon, je parle de la Métropole, et donc de la non volonté du maire Collomb et de ses équipes, du Parti socialiste, d'accueillir des personnes sur Lyon, sous prétexte qu'on ne va pas devenir Calais. On se retrouve dans une période où c'est un peu différent, parce que Collomb a exprimé de beaux sentiments en évoquant la tradition humaniste et d'accueil de Lyon, mais dans trois mois, à part peut-être l'accueil de quelques Syriens, rien n'aura été fait pour que les personnes qui sont actuellement en difficulté dans la région lyonnaise soient accueillies de façon à avoir des conditions de vie dignes.

Parmi les enfants du collège, est-ce qu'il y en a qui sont sans-papiers, ou qui font partie de familles sans-papiers – puisqu'il faut être majeur pour être sans-papiers ?

Oui, il y a des familles d'enfants scolarisés au collège qui se trouvent en situation irrégulière sur le territoire. On essaie de faire ce qu'il faut pour qu'elles soient régularisées, soit en les mettant en contact avec des avocats, soit par les mobilisations qu'il y a eu il y a quelques années autour de RESF. Je pense notamment à la famille qu'on avait en 2005, quand on avait fait grève, qui était à l'époque en situation irrégulière, sans logement, en passe d'être expulsée, et qui depuis est toujours sur le territoire français et désormais en situation régulière.

Donc vous avez fait des occupations pour permettre des relogements, avec parfois, pour ceux qui n'étaient pas en règle, des solutions alternatives, sur lesquelles on n'insistera pas afin de ne pas les mettre en péril.

On a occupé avec des familles sans-papiers. Il faut d'abord qu'elles soient d'accord pour se déclarer. L'autre fois, il y avait deux familles, l'une plus ou moins en situation régulière, et l'autre pas déclarée, de sorte qu'il a fallu qu'on trouve des solutions alternatives parce que le préfet, qui n'était pas content, disait qu'il voulait les expulser – ce qui n'a pas eu lieu, tant mieux.

Les autres élèves savaient-ils que leurs copains ou leurs copines étaient dans une situation un peu difficile, ou est-ce qu'ils l'ont appris à cette occasion ?

Ils l'ont appris à l'occasion de la mobilisation, parce qu'on a distribué des tracts devant le collège. Peut-être que certains le savaient avant, mais je pense qu'il n'y en avait pas beaucoup parce que c'est quelque chose qui, même pour un enfant, est honteux et qu'il ne va pas vouloir dire à ses camarades de classe.

À cette occasion, tu as eu des contacts avec un groupe de militants installés à Vaulx-en-Velin.

En effet, pas seulement avec ceux auxquels tu penses, qui ont filé un coup de main pour la bouffe, mais aussi avec plein de militants, notamment le syndicat CGT des employés communaux. On avait

52 • DES COLLÉGIENS COMME LES AUTRES

plutôt des bons rapports, ils sont venus nous soutenir, ça tient aussi à l'implantation sur la ville.

Et du fait de cette implantation, quand vous vous baladez dans la ville, vous rencontrez des anciens élèves.

C'est toujours un grand plaisir de rencontrer des anciens élèves, de voir ce qu'ils sont devenus, s'ils vont bien, on a souvent des bons échanges. Comme souvent on colle des affiches dans la ville, on se croise.

Est-ce qu'il y en a qui ont eu des problèmes avec la justice, qui sont en PJJ (Protection judiciaire de la jeunesse), etc. ?

Parmi mes élèves, il y en a plusieurs qui font l'objet de mesures éducatives, certainement beaucoup trop, parce que les difficultés sociales sont importantes. Et des élèves qui ont eu des difficultés plus importantes avec la justice, qui se retrouvent emprisonnés, oui, il y en a. En passant sur la place du Mas du Taureau, ou en discutant avec des anciens élèves, on sait bien qu'il y en a qui ont eu des problèmes avec la justice.

Quand ceux-là étaient élèves, tu sentais qu'ils faisaient des trucs qui clochaient ?

Bien sûr, mais à l'époque, ce n'était pas des choses très importantes, car on a encore des enfants qui sont jeunes, au maximum une quinzaine d'années. Après, la petite minorité d'enfants qui sont en grande difficulté, qui pètent les plombs, on sait qu'il y a des risques, ils sont sur de petits délits, et ça peut devenir des choses qui sont plus graves.

Vous avez des contacts avec les services éducatifs ?

Oui, en particulier jusqu'à l'an dernier, sur le DRI (Dispositif de relais interne), on intervenait avec des éducateurs de quartier pour faire des projets. Maintenant il n'y en aura plus, mais on garde des contacts. Il devrait y en avoir plus, mais les éducateurs qui prennent en charge ces jeunes en grande difficulté avec des mesures éducatives sont souvent débordés de travail, ils ont un planning tellement chargé qu'on ne

parvient pas forcément à tenir les contacts. Eux ont tellement de jeunes à gérer qu'ils s'occupent d'abord de cas individuels.

Avec les parents, vous avez des contacts ?

Oui, mais c'est souvent difficile. On essaie d'avoir des contacts réguliers. On les voit tous les ans parce qu'on leur remet les bulletins mais il est difficile d'avoir d'autres contacts parce que le collège, c'est un endroit quand même assez hostile pour les parents, par rapport à l'école primaire, où les parents voient directement les enseignants tous les jours, où donc il y a plus d'échanges. Là c'est plus compliqué parce qu'il y a différents profs, mais aussi en raison du passé scolaire des parents et du fait que certains maîtrisent mal la langue française. Mais il faut qu'on ait des contacts parce qu'on travaille ensemble, et aussi sur le côté revendicatif, on essaie de faire en sorte qu'ils viennent avec nous. On parlait tout à l'heure de paroles déplacées qu'on peut avoir avec des enfants. Il y avait cette élève dont on avait convoqué la famille parce qu'elle ne faisait pas ses devoirs, et en parlant avec elle, j'avais blessé l'élève qui croyait que je me moquais de ce que sa maman, qui était d'origine portugaise, parlait mal le français – alors que d'ailleurs elle ne le parlait pas si mal mais qu'elle avait juste un accent. On a réussi à s'en rendre compte et je me suis excusé en disant que je ne m'étais pas moqué de sa maman.

Ça pose le problème du respect réciproque, et de l'estime qu'on peut avoir les uns pour les autres.

En effet, pour que ça fonctionne, il faut qu'il y ait un respect, mais aussi que la manière dont les élèves sont traités soit juste et équitable, pour qu'il n'y ait pas de sentiment d'injustice – donc faire attention à ne pas les blesser, toutes choses qui permettent d'avoir des rapports normaux de travail avec les élèves.

La municipalité de Vaulx-en-Velin a changé. Elle était auparavant communiste. Aux dernières élections, c'est le PS qui est passé. Est-ce qu'entre les deux municipalités, il y a des différences dans les contacts que vous pouvez avoir avec les autorités municipales ?

Il y a des différences. Je ne veux pas faire de portrait idéal et angélique de la municipalité communiste qu'on avait auparavant, mais

un épisode récent illustre ces différences. On avait installé une famille sans-papiers et sans-logis dans un bâtiment de la mairie qui était vide et ouvert, et lorsque la nouvelle municipalité s'en est aperçue, elle a dénoncé cette famille à la préfecture et les a fait expulser du logement. Donc des méthodes de dénonciation. Comme je l'ai dit à Mme Geoffroy, la maire, quand elle nous a reçus pour en parler, une dénonciation, ça fait penser aux heures sombres de l'État français. Donc forcément, les rapports qu'on a avec elle sont un peu difficiles, on va dire.

Autre chose ?

Oui, au niveau de mon travail, à propos du déterminisme social et de cette machine de reproduction sociale qu'est l'école. On travaille dans ces quartiers populaires, pour essayer de donner aux élèves le maximum de chances de réussir dans la vie, mais aussi – je n'aime pas trop le mot citoyen – leur permettre de se comporter bien au sein de la société et avec les autres. Mais il faut bien être conscient qu'on est aussi dans un système qui est une machine de reproduction sociale, où les enfants de pauvres resteront des pauvres, les enfants d'ouvriers deviendront ouvriers, et il faut en avoir conscience pour aussi lutter contre et faire que ces choses-là changent.

Tu veux dire qu'il y a un lien entre tout ça, le travail pédagogique et la lutte syndicale ?

Bien sûr. Il faut être conscient aussi sur un plan pédagogique et syndical que le système tend à reproduire les inégalités sociales, voire à les creuser, pour ne pas tomber dans l'angélisme et pouvoir être critique encore sur ce que l'on peut faire, nous.

Ça rejoint ce que tu disais tout à l'heure sur la spécificité de la CNT par rapport à d'autres syndicats.

Au SNES, c'est clair que la reproduction sociale n'est pas quelque chose qui les dérange, c'est un syndicat qui a tendance à vouloir créer des élites républicaines.

Merci !